

<https://ricochets.cc/Limousin-l-Etat-veut-terroriser-des-personnes-engagees-et-un-media-militant.html>



Limousin : l'Etat veut terroriser des personnes engagées à gauche et un média militant

- Les Articles -

Publication date: dimanche 20 juin 2021

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Ú COUPURE TÉLÉ : DESCENTE ANTITERRORISTE CONTRE « L'ULTRA-GAUCHE » DANS LE LIMOUSIN

- 6 arrestations et un média indépendant attaqué : interview de personnes perquisitionnées -

Mardi 15 juin, à l'aube, dans un petit village du Limousin, des dizaines de véhicules de forces de l'ordre, gendarmes cagoulés et autres groupes « anti-terroristes » débarquent de Paris. C'est la commune de Gentioux, 350 habitants, qui est visée. L'institutrice de l'école communale, 57 ans, est embarquée par les agents au visage masqués. Elle est à trois semaines de la retraite. Les voisins et voisines, paniqués, qui tentent de s'opposer à ce qu'ils vivent comme un enlèvement, sont gazés.

Au total, 7 personnes sont arrêtées et remontées vers Paris pour des gardes à vue « anti-terroristes » qui peuvent durer 96 heures. L'Etat les accuse du crime abominable de « destructions matérielles en bande organisée portant atteinte aux intérêts de la Nation ». C'est à dire l'incendie d'antennes de télé et de téléphonie mobile. Une coupure télé assimilée à du terrorisme. En plus des arrestations, la police a perquisitionné d'autres domiciles, notamment des personnes liées à des médias indépendants locaux, pour saisir leurs ordinateurs. Une pure manoeuvre d'intimidation. Une opération qui rappelle fortement « l'affaire Tarnac », en 2007, qui avait eu lieu juste à côté. Des personnes concernées expliquent à Nantes Révoltée : « sur la journée il y a eu plusieurs descentes à 6H dans 4 maisons avec cagoules, gilets pare balles [...] le reste de la journée des équipes ont mené des perquisitions avec interrogatoires chez au moins 8 personnes. »

La police débarque chez des gens suspectés de rien pour ficher leurs lectures et leurs empreintes génétiques

Concernant les perquisitions, elles ont eu lieu « sous statut de témoins et de témoins assistés avec des fouilles intégrales des maisons, des saisies de matériel informatique, des prises de notes sur les différents livres politiques et autres documents militants, des prises d'ADN », et des interrogatoires. La police débarque chez des gens suspectés de rien pour ficher leurs lectures et leurs empreintes génétiques. « Les enquêteurs posaient des questions sur les activités politiques, ils manifestaient un grand intérêt pour une chorale militante de Limoges et un site d'information participatif, La Bogue, ainsi que les liens amicaux et politiques avec les personnes en garde à vue ». Finalement « il y a eu peu de questions sur les faits, mais plus sur les activités et les relations ».

Les flics vont noter des descriptions détaillées des intérieurs des maisons, une façon de profiler des modes de vie, parfois chez de simples familles. Il règne une « impression d'humiliation, d'impuissance, d'intimidation, qui laisse la place à la paranoïa : on a peur au moindre bruit, on craint une nouvelle descente surprise. Et en même temps on a de la colère et de la rage face à l'injustice. »

Pourquoi une telle mise en scène, un tel coup de pression sur « l'ultra-gauche » alors que la violence d'extrême droite ne cesse d'augmenter ? « Il s'agit d'un coup médiatique, en pleine période électorale tout en faisant peur et en fichant des personnes perçues comme trop à gauche ». Des mobilisations ont déjà eu lieu localement. Une banderole de soutien à l'institutrice arrêtée a été déployée et la façade de la mairie de Gentioux a été couverte d'une inscription : « fuck le 17 » ou encore « ma maîtresse m'a radicalisée ».

Pourquoi la police a-t-elle ciblé le média La Bogue ? « Cibler un média indépendant constitue un procès d'intention reposant sur la publication du communiqué de presse de revendication. Ce communiqué a d'ailleurs été publié auparavant par la presse locale [...] il s'agit d'un procédé similaire à l'affaire Tarnac, consistant à utiliser des procédures judiciaires pour de la communication médiatique et pour créer une

figure repoussoir, mystifiée, fantasmée : "l'ultra-gauche". » Pendant ce temps, les fascistes diffusent à jets continus leur idéologies sur toutes les antennes.

Derrière cette opération visant à terroriser les opposants et opposantes politiques, notons l'ironie de la situation : une coupure de télévision de quelques heures est qualifiée par l'Etat de « terrorisme », mais l'attaque d'un petit média indépendant fait partie de « l'Etat de droit ».

► Plus d'infos sur : <https://labogue.info/>

(post et image de Nantes Révoltée)



Limousin : l'Etat terrorise des personnes engagées et un média militant Descente antiterroriste pour ficher des personnes via leurs idées

- [L'anti-terro fantasme \(encore\) le plateau](#) - 6 perquisitions et interpellations ce mardi 15 Juin, dont la directrice de l'école primaire de Gentioux, à 3 semaines de la retraite.
- [Arrestations du 15 juin : création comité de soutien samedi 11h place d'Aine](#) - Ce mardi 15 juin, 6 personnes ont été interpellées, accusées de dégradation de bien au sein d'une enquête dans laquelle l'État a une nouvelle fois employé sans vergogne tous les moyens de l'antiterrorisme. Retrouvons-nous ce samedi à 11h, place d'Aine à Limoges, pour constituer un comité de soutien et montrer que nous ne sommes pas dupes des manoeuvres de la mafia au pouvoir.

(...)

On les soupçonne de « destructions matérielles en bande organisée portant atteinte aux intérêts de la Nation » et d'« association de malfaiteurs » suite à deux événements : l'incendie, en début d'année, d'antennes TDF de diffusion de la TNT et de la téléphonie mobile, et celui un an auparavant de véhicules Enedis. Rien en tout cas qui ressemble de près ou de loin à des actes de terrorisme, alors que ce sont bien les moyens de l'antiterrorisme (SDAT, garde-à-vue prolongée) qui sont employés : la seule répercussion de l'événement en question a été une coupure de télévision de quelques jours. Absolument rien qui justifie qu'on déploie un dispositif aussi démesuré ; n'aurait-on pas pu les convoquer simplement dans le cadre de l'enquête ? C'était sans compter la montée de la violence d'État qui s'est opérée ces derniers temps à l'égard de tout citoyen par les moyens de plus en plus étendus donnés aux forces de police et l'élargissement des mesures d'exception de plus en plus intégrées au droit commun.

L'opération ressemble à un coup de filet assez large et mal ajusté pour faire du renseignement sur des gens dont les engagements humanistes déplaisent au pouvoir. Au moins trois perquisitions ont même été menées chez des personnes convoquées finalement en tant que témoins ! Il ne manquait plus que le spectre de l'ultra-gauche pour les amalgamer dans un discours grossier qui justifie la mise en scène policière, à quelques jours à peine des élections régionales et départementales qui verra surtout s'affronter l'ultra-droite et un ultra-centre de plus en plus extrémiste.

PS:

Terroriser, surveiller, punir, fichier, désigner ceux qui ne marchent pas droit comme des méchants, occuper les ondes... Les méthodes de l'Etat et de ses gouvernements ne changent pas, et du coup les grosses ficelles sont bien visibles, à nu, pour qui accepte l'aventure de ne pas détourner ou voiler son regard.